

Stratégie continentale

La guerre globale contre le terrorisme est arrivée jusqu'en Amérique latine – elle est arrivée avec le Plan Colombie, mais avec un certain retard en raison de l'incursion au Moyen-Orient – et elle revêt ici les mêmes caractéristiques que sur les autres continents : l'utilisation d'un allié privilégié (la Colombie, Israël ou le Pakistan).



Par Boaventura de Sousa Santos
(sociologue, professeur à la faculté d'économie de Coimbra, Portugal)

Source : Agência Carta Maior, 17/03/2008
http://www.cartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna_id=3845

Traducteur : Roger Guilloux pour *Autres Brésils*

En ce qui concerne l'incursion de l'armée colombienne en territoire équatorien, afin d'éliminer un groupe de guérilla des FARC, tout a été apparemment dit ; on dirait l'affaire conclue et couronnée de succès. Mais la vérité est différente. Ce qui est occulté est aussi important que ce qui est révélé.

Première chose occultée : les développements politiques actuels en Amérique latine remettent en cause le contrôle continental dont les États-Unis ont besoin afin de garantir leur libre accès aux ressources naturelles de la région. Il s'agit là d'une menace envers la sécurité nationale des États-Unis et, face à l'échec imminent des réponses "consensuelles" (accès aux marchés locaux et concession de bases militaires), cette menace doit rencontrer une réponse ferme et unilatérale. En d'autres termes, la guerre globale contre le terrorisme arrive sur ce continent - elle est arrivée avec le Plan Colombie mais l'incursion au Moyen-Orient l'a retardée - et elle revêt ici les mêmes caractéristiques que sur les autres continents, à savoir qu'elle s'appuie sur un allié privilégié (la Colombie, Israël ou le Pakistan) auquel on accorde une aide militaire et un accès aux services d'information et d'espionnage, ce



qui permet ainsi aux Etats-Unis de se mettre à l'abri de représailles et de réaliser des actions d'envergure à un coût modeste et avec de grandes chances de réussite. Ce programme conduit les pays alliés à l'isolationnisme en contre-partie de cette alliance hégémonique.

La guerre contre le terrorisme inclut des actions très visibles et d'autres plus secrètes, comme les actes d'espionnage et de déstabilisation. La Bolivie, le Venezuela, l'Argentine, la frontière commune au Paraguay, au Brésil et à l'Argentine sont des cibles privilégiées. En Bolivie, des boursiers de la fondation Fulbright sont contactés par l'ambassade des États-Unis pour donner des informations sur une éventuelle présence de Cubains et de Vénézuéliens et sur les mouvements indigènes suspects, au même moment des séparatistes extrémistes de Santa-Cruz sont entraînés dans la forêt colombienne par des paramilitaires. Fait nouveau : des entreprises militaires et de sécurité privées engagées par les États-Unis peuvent participer aux actions de déstabilisation, sous couvert du Plan Colombie, qui, en plus, leur accorde l'immunité diplomatique et donc l'impunité face au pouvoir judiciaire national.

Deuxième chose occultée, la véritable menace – pour les États-Unis – ce ne sont pas les FARC, ce sont les forces progressistes et tout particulièrement les mouvements indigènes et paysans. En réalité la présence des FARC est fondamentale pour maintenir la justification de la guerre contre le terrorisme et créer un climat de peur et une logique belliqueuse qui bloque les avancées des forces progressistes, c'est-à-dire le Pôle Démocratique de la Colombie.

Pour cette même raison, l'intervention humanitaire en faveur des otages a dû être interrompue afin d'éviter que Hugo Chávez en tire un bénéfice politique. Parce qu'elles mettent en œuvre des mesures qui visent à consolider la souveraineté nationale sur les ressources naturelles et à modifier les règles de distribution des bénéfices de leur exploitation, les forces politiques progressistes constituent une menace à la domination territoriale des USA.

Mais la menace la plus grande vient de ceux qui revendiquent leurs droits ancestraux sur les territoires où se trouvent ces ressources, les peuples indigènes. À ce sujet, le compte-rendu du rapport *Tendances Globales 2020*, élaboré par le *Conseil National d'Information* des États-Unis sur les scénarios de menace envers la sécurité nationale, est éloquent. On y affirme que les revendications territoriales des mouvements indigènes "*représentent un risque pour la sécurité de la région*" et constituent l'un des "*facteurs principaux qui détermineront l'avenir latino-américain.*" Prenant comme exemple les luttes indigènes au Chiapas, en Équateur, en Bolivie, au Chili et dans le sud de l'Argentine, ce document affirme "*qu'il existe, en ce début du XXIème siècle, des groupes indigènes radicaux dans la plupart des pays latino-américains, lesquels pourront se développer de manière*



exponentielle et obtenir l'appui de la majorité des populations indigènes d'ici 2020. (...) Ces groupes pourront établir des relations avec des groupes terroristes internationaux et avec des groupes anti-globalisation (...) qui iront remettre en cause les politiques économiques des leaders d'origine européenne."

Sachant tout cela, il n'est pas étonnant que le président du Pérou se demande "*si une internationale terroriste ne se met pas en place en Amérique latine*". Il n'est pas surprenant, non plus, qu'actuellement des centaines de dirigeants indigènes du Pérou et du Chili aient été mis en cause, dans le cadre de lois anti-terroristes de défense du territoire, récemment promulguées dans ces pays (sous la pression des États-Unis). **La stratégie est donc bien définie : transformer les mouvements indigènes en une nouvelle génération de terroristes et, pour les affronter, suivre les recettes indiquées dans ce document : tolérance zéro, augmentation des dépenses militaires et resserrement des liens avec les USA.** La responsabilité des forces politiques progressistes est de faire échec à cette stratégie.